

Projet présenté par les députés :

Mme et MM. Eric Stauffer, Thierry Cerutti, Jean-François Girardet, Roger Golay, Sandro Pistis, André Python, Dominique Rolle, Jean-Marie Voumard, Florian Gander, Claude Jeanneret, Pascal Spuhler et Guillaume Sauty

Date de dépôt : 22 janvier 2010

Proposition de motion

pour lutter efficacement contre la criminalité à Genève : achetons une prison en Valais!

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que nous avons appris de source départementale valaisanne la prochaine fermeture de la prison préventive de Martigny en Valais ;
- que cette prison accueille déjà des détenus provenant d'autres cantons que le Valais (Neuchâtel et Fribourg) ;
- que l'explosion de la criminalité à Genève, due à l'ouverture des frontières et à la création d'une Europe des délinquants, crée une importante surpopulation carcérale en prison préventive ;
- que les autorités hésitent à sévir dans nos rues pour incarcérer les délinquants par manque de place, ce qui encourage la criminalité ;
- que la construction d'une nouvelle prison préventive à Genève prendrait de 5 à 10 ans,

invite le Conseil d'Etat

- à étudier, dans les plus brefs délais, la location ou l'acquisition de cette prison préventive, en accord avec les autorités valaisannes ;
- à évaluer la possibilité de réengager le personnel d'agents de prison valaisan ;

- à évaluer le coût des transferts des prévenus, ou le déplacement de juges d'instruction à Martigny;
- à étudier le plus rapidement possible cette solution qui permettra d'attaquer la criminalité qui gangrène Genève, mais aussi, à terme, les autres cantons romands et suisses.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Nous avons appris que la prison préventive de Martigny doit prochainement fermer. Actuellement, elle accueille déjà des détenus provenant d'autres cantons romands. Il y a déjà des Fribourgeois, Vaudois et Neuchâtelois.

Aujourd'hui, la lutte contre la criminalité est bloquée à Genève, justement parce que la prison préventive de Champ-Dollon est sous-dimensionnée face à l'explosion du nombre de délinquants. Construire une prison préventive à Genève prendrait au minimum 5 à 10 ans, ce qui ne répond pas à nos problèmes actuels. Quant aux diverses constructions de prisons qui ont été lancées à Genève, elles ne sont pas la réponse efficace à la détention préventive, qui est le problème récurrent.

Si nous voulons mener la guerre contre les dealers et autres bandes organisées de cambrioleurs qui pourrissent des quartiers de Genève, il faut s'en donner les moyens et dans les meilleurs délais.

L'acquisition ou la location de la prison de Martigny serait la meilleure des réponses : concrète et surtout rapide, quand on connaît les blocages et lourdeurs du système genevois.

Selon les éléments à notre disposition, cette prison valaisanne comporte plus de 80 places.

L'établissement peut fonctionner immédiatement après accord avec les autorités valaisannes. Financièrement, il s'agit d'une opération qui peut profiter à la fois aux contribuables et autorités valaisannes, qui réduiront leurs coûts, ainsi qu'à Genève qui peut disposer immédiatement d'une installation sans avoir à investir des montants considérables en frais d'études et de réalisation. Quant aux détenus, l'air du Valais ne leur fera que du bien.

Le brevet de gardien de prison étant fédéral, il sera possible de réengager le personnel actuel, ou établi dans le canton du Valais et de Vaud, pour occuper ces fonctions.

A l'heure où la passivité contre la criminalité est devenue la règle, à l'heure où les frontières sont ouvertes aux délinquants de toute l'Europe, à l'heure où les Genevois paient les pots cassés de cette politique irresponsable d'ouverture aux dealers et autres voyous, il convient de réagir.

Soyons pragmatiques ! Trouvons des solutions pour éviter que la situation actuelle ne se dégrade encore plus.

De nombreux partis ont promis d'agir pour lutter contre l'insécurité pendant la campagne électorale. On ne les entend plus. Il est grand temps maintenant d'avoir le courage de défendre les Citoyennes et les Citoyens genevois contre l'insécurité. L'heure est maintenant venue d'agir. Comme certains slogans d'un parti de la majorité gouvernementale actuelle : **de la parole aux actes !**